

ARRÊTÉ
portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société GALLOO FRANCE à AMIENS

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;
- Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;
- Vu** l'arrêté ministériel 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2006 délivrant à la SAS NORMAND l'agrément prévu par l'article 9 du décret n°2003-727 du 1^{er} août 2003 pour ses installations de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage, située sur la commune d'Amiens ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2007 autorisant la SAS NORMAND à exploiter des installations de récupération, démontage et découpage de métaux ferreux et non ferreux sur la commune d'Amiens ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2012 renouvelant l'agrément de centre de véhicules hors d'usage délivré à la SAS NORMAND ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 novembre 2018 renouvelant l'agrément de centre de véhicules hors d'usage délivré à la SA GALLOO FRANCE Amiens ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 juin 2020 relatif à la localisation et aux caractéristiques des points de rejet aqueux et aux valeurs limites d'émission des eaux usées, des eaux pluviales et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 1^{er} octobre 2013 délivré au profit de la SA GALLOO FRANCE Amiens ;
- Vu** le certificat d'antériorité du 9 novembre 2011 de la déclaration du 11 avril 2011, en application de l'article R 513-1 du code de l'environnement en vue d'obtenir le bénéfice des droits acquis pour exploiter ses installations ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 28 mars 2025, transmis à l'exploitant par courriel du 16 juin 2025 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 23 juin 2025, reçu le 27 juin 2025 ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 28 mars 2025 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté le fait suivant :

- L'exploitant ne respecte pas la périodicité de trois mois consécutifs pour réaliser des analyses de substance PFAS.
- L'exploitant n'a pas su justifier que les régulateurs de débit pour le bassin n°1 respectent le débit réglé de 6 l/s et pour le bassin n° 2 le débit réglé de 8 l/s, et ce contrairement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2020 susvisé prévoyant que « *Les eaux pluviales collectées sur les aires bétonnées aboutissent dans le fossé Warin pour deux points via le bassin n°1 (450 m3) et le bassin n°2 (200 m3). Ces points de rejets sont associés à un débourbeur/déshuileur. Le débit réglé est de 6 l/s pour le bassin n°1 et de 8 l/s pour le bassin n°2.[...]* ».
- La position ouverte des deux vannes des deux bassins n°1 et n° 2 fait que l'exploitant rejette ces eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le fossé Warin sans faire le nombre d'analyses nécessaire à chaque rejet, et ce contrairement aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire précité prévoyant que « *Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les égouttures grasses présentes sur les aires bétonnées ne pourront être rejetées ensuite au fossé Warin qu'en respectant les caractéristiques générales de qualité rappelées aux articles 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2007 et à l'article 2 du présent arrêté ainsi que les limites instantanées suivantes de concentration : [...]* ».

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la santé, la sécurité, la salubrité publique, la protection de la nature et la protection de l'environnement ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GALLOO FRANCE de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et des articles 2 et 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2020 précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture;

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

La société GALLOO FRANCE sise 11 rue du Fossé Warin, zone industrielle Nord à AMIENS, parcelles cadastrées KW 27 et 582 et ZO 72, est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2. – MÉTHODES NORMALISÉES DE RÉFÉRENCE DES PRÉLÈVEMENTS ET ANALYSES, DÉLAI ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS COMMENTES

Dans un délai de 4 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 4 ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation qui prévoit notamment que : « *1. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.*

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.

Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3.

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.[...]

II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois

Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu.

Pour les établissements soumis à autorisation au titre de rubriques non mentionnées ci-dessus, la première campagne est réalisée au plus tard neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial.

III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. ».

ARTICLE 3. – DÉBITS RÉGLÉS DES BASSINS N°1 ET N°2

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2020 qui prévoit notamment que : « Les eaux pluviales collectées sur les aires bétonnées aboutissent dans le fossé Warin pour deux points via le bassin n°1 (450 m3) et le bassin n°2 (200 m3). Ces points de rejets sont associés à un débourbeur/déshuileur. Le débit réglé est de 6 l/s pour le bassin n°1 et de 8 l/s pour le bassin n°2.[...] ».

ARTICLE 4. – OBLIGATION DE RÉALISER LES ANALYSES ET DE RESPECTER LES VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS DES EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES AVANT REJET DANS LE FOSSÉ WARIN

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2020 qui prévoit notamment que : « Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les égouttures grasses présentes sur les aires bétonnées ne pourront être rejetées ensuite au fossé Warin qu'en respectant les caractéristiques générales de qualité rappelées aux articles 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2007 et à l'article 2 du présent arrêté ainsi que les limites instantanées suivantes de concentration : [...] ».

ARTICLE 5. – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 6. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 7. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à AMIENS (80000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi au moyen de l'application informatique télérécourse citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 8. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GALLOO FRANCE.

AMIENS, le 21 JUIL. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD